

Trait d'Union

Le bulletin des membres
et des militants du RWF-RBF

Belgique – België
P.P.
1420 Braine-l'Alleud
n°6/68910

RASSEMBLEMENT WALLONIE – FRANCE Rassemblement Bruxelles – France



Notez-le dès aujourd'hui!
Le **Congrès électoral du RWF** se déroulera
à Wépion (Namur)
le dimanche 16 mai à 14 heures

- **Editorial : s'affirmer et maintenir!**
- **Actualités de Wallonie et de Bruxelles**
- **Jean-Claude choisit la Belgique**
- **Les partis traditionnels font le jeu du Vlaams Blok**
- **La Constitution française prévoit le referendum**

Trimestriel – Quatrième année
n° 19 – **Edition mars 2004**
Parution : mars – juin
septembre – décembre
Bureau de dépôt : Braine-l'Alleud
Editeur responsable :
Paul-Henry GENDEBIEN
38, rue du Lorgnon – 4990 Lierneux
<http://www.rwf.be>
Courriel : rwf@ifrance.com

S’AFFIRMER ET MAINTENIR

L’éditorial de Paul-Henry Gendebien, président du RWF-RBF

Notre programme pour les élections régionales et européennes est constructif et exigeant, audacieux et ambitieux. Pour la Wallonie. Pour Bruxelles. Pour les jeunes qui essaient d’entrer dans la vie active et qui s’interrogent : quel sera notre avenir, dans quelle société vivrons-nous, que signifie notre carte d’identité actuelle ? Et pour tous ceux qui s’inquiètent : que faire lorsque l’Etat belge ira dans le mur ?

Notre réponse sera publiée ici même, dans un mois. C’est un programme d’urgence et de salut public. La Wallonie et Bruxelles ont besoin du RWF-RBF, comme on a besoin d’air pour respirer. Nous sommes les seuls à oser le dire : le fédéralisme est un échec; il n’aura fourni qu’un placebo provisoire à la maladie belge qui disloque l’Etat sous la poussée sournoise et irréversible du nationalisme flamand. Voyez les nouvelles revendications de la Flandre pour l’après-13 juin, voyez l’alliance entre le CD&V et la N-VA sur une position séparatiste à peine masquée, voyez la contamination du SP-A par Spirit, voyez la montée en puissance du Vlaams Blok qui fascine et hypnotise les « amis » de Guy Verhofstadt:.. En un mot, la « Blocherisation » de la Flandre est en route.

Fragilisé, le système belge commence à prendre peur en face de la crise structurelle qui le menace. Vaines et dérisoires sont les parades qu’il tente d’y opposer. Ainsi de ce recours systématique au culte de la personnalité organisé autour de la « famille » royale. Voilà une recette qui ne marchera qu’un temps, comme l’ont montré les régimes communistes à bout de souffle de l’Europe de l’Est, dans les années 1980. Tout aussi dérisoire est le contrôle des média audiovisuels au profit de la classe dirigeante. La formule « Tout va bien » avait rendu célèbre Charles-Ferdinand Nothomb. Aujourd’hui, un Jean-Claude Van Cauwenberghe utilise à son tour ce procédé digne d’un manuel élémentaire du petit propagandiste : « La Wallonie va mieux ! » Les exclus, les chômeurs, les licenciés n’en sont pas convaincus. Et cela fait du monde. Ceux qui croient Van Cau sont ceux qui ont un désir intense d’être trompés. Quant à Bruxelles, roulée dans la farine par le MRFDE, elle demeure plus que jamais dans le collimateur de la Flandre.

Pour sortir du marécage belge, les Wallons et les Bruxellois doivent regarder vers la hauteur. Je veux dire par là que la seule réponse à notre inconfort présent (qui est tout à la fois politique, institutionnel, culturel, sociétal), c'est la République et ses Valeurs. On le verra, notre programme s'en nourrit.

Dans un paysage politique francophone pétrifié, sinistre comme celui d'une planète morte et troublé seulement par les scandales et les querelles d'une particratie exsangue, le RWF-RBF est chargé d'une mission essentielle : offrir la seule alternative démocratique aux partis officiels et proposer un véritable destin aux Wallons et aux Bruxellois. Cet idéal nous permettra de renouer avec la démocratie dans sa plénitude. Il nous conduira plus vite qu'on pourrait le penser à être Wallons et Bruxellois dans la France et Français dans l'Europe !

Un mot à Monsieur Hasquin. Ce ministre libéral s'est autorisé une campagne de dénigrement du mouvement wallon, en tentant de faire passer les réunionistes de 1940-45 pour des « collabos ». Devenu aussi arrogant que néobelgicain et viceversa, M. Hasquin a commis un dérapage inexcusable : c'est de l'incivisme wallon.

Aussi avon-nous rendu hommage, avec Wallonie Libre, aux Résistants Wallons, connus ou inconnus, qui firent leur devoir.

Il faut relire les pages de ce grand livre Offrande wallonne - écrit dans un camp allemand, en 1942, par le professeur Albert Henry. Écoutons-en les dernières phrases : « ...Gens de Wallonie, voici venus les temps où il faut oublier un peu notre amour de la vie et songer beaucoup au danger de vivre...Voici venus les temps où il faut s'affirmer et maintenir ».

Méditons ces mots comme une prière, comme un appel et comme une ligne de conduite. Dans la nuit sombre qui nous entoure, il faut s'affirmer et maintenir. Résister contre l'imposture belge. Refuser la résignation. Nous battre contre vents et marées pour notre projet. Cet idéal, soyez très nombreux à venir le proclamer avec nous, à Namur-Wépion, à l'occasion de notre Congrès de mobilisation du dimanche 16 mai.

Elections du 13 juin 2004

Le RWF-RBF présente des listes pour les élections régionales dans tous les arrondissements wallons et à **Bruxelles-Capitale**.

Il y aura également une liste pour le scrutin européen (circonscription unique pour l'ensemble **Wallonie/Bruxelles-Hal-Vilvorde**).

Plus de deux cents candidat(e)s figureront sur nos listes. Elles seront publiées intégralement dans le prochain numéro de Trait d'Union (que vous recevrez avant la fin du mois d'avril).

Nous y publierons également nos **programmes** électoraux. A chacune et à chacun, nous vous rappelons la nécessaire présence à notre **Congrès** de mobilisation électorale du 16 mai prochain (voir page 20).

Le saviez-vous ?

Nous ne recevons pas un seul euro de l'Etat belge pour le fonctionnement du parti ou pour la campagne. Les partis représentés au Parlement, Vlaams Blok compris, reçoivent quant à eux plusieurs dizaines de millions d'euros chaque année...

Nous lançons donc un appel : renouvelez votre cotisation à l'aide du bulletin de versement en annexe (18 euros et 9 euros pour les retraités, chômeurs et étudiants).

Notre campagne en a besoin et notre cause le mérite !

Versez généreusement au compte RWF-RBF : 000-0700633-02.

Dans notre numéro précédent, un bulletin de versement imprimé en néerlandais a été fourni par la Poste. Que nos lecteurs nous excusent ! Nous ne sommes pas responsables de ce malencontreux contretemps. Nous avons bien évidemment déposé plainte auprès la Poste.

Nos communiqués de presse

Plusieurs fois par semaine, le RWF s'exprime sur l'actualité. Jour après jour, cette actualité prouve que nos analyses sont justes et que nous avons raison d'exister. Voici quelques-unes de ces propositions.

Faire face à la flamandisation intégrale de Zaventem : le RWF propose un aéroport franco-wallon à Chièvres.

Les cafouillages incessants et indécents du Gouvernement belge en matière de vols de nuit à Bruxelles ont démontré la pusillanimité des Ministres francophones en face des intérêts flamands représentés par le nationaliste Bert Anciaux.. Bien involontairement, la médiocre classe politique bruxelloise a prouvé une fois de plus qu'il est impossible de défendre simultanément Bruxelles et une Belgique dominée par la Flandre.

Aussi le RWF-RBF demandait la mise à l'étude par les gouvernements wallon et bruxellois d'une solution de rechange pour réagir à la volonté flamande de flamandiser totalement et définitivement Zaventem. Cette solution, c'est la création d'un aéroport civil international à Chièvres, en Hainaut, en zone peu peuplée, très proche de l'autoroute et du TGV BruxellesLilleParis. Il ne s'agit pas de transformer l'actuel aérodrome militaire en un aéroport poubelle qui accueillerait ce dont les autres ne veulent plus. Il s'agit de créer un véritable pôle, moteur de développement, susceptible de générer 10 à 15.000 emplois. Le projet naîtrait d'une coopération étroite entre les trois régions de Wallonie, de Bruxelles et du NordPas de Calais. Elle nous serait hautement profitable, ainsi qu'aux Français du grand NordOuest. Sans oublier que pour l'agglomération bruxelloise, libérée de sa dépendance à l'égard de Zaventem, il serait enfin possible d'interdire tout survol aérien.

SNCB : la Wallonie confisquée par Vinck.

Le RWF constate que le gouvernement wallon vient enfin de prendre conscience du scandaleux déséquilibre des investissements de la SNCB pour 2004-2007 : 500 millions d'euros pour la Flandre, 100 millions d'euros pour la Wallonie.

Aujourd'hui, la Wallonie paie l'absence de vigilance de ses Ministres fédéraux francophones, et notamment d'Elio Di Rupo qui était au gouvernement au milieu des années 1990.

Leur mollesse politique face aux appétits flamands explique largement le sous-équipement actuel du réseau ferroviaire wallon.

Le Ministre écolo et belge José Daras, qui s'en prend un peu tard à un gouvernement fédéral inféodé à la Flandre, devrait également demander des comptes à sa coreligionnaire Isabelle Durant, la Ministre des Transports et de la Mobilité entre 1999 et 2003.

C'est elle qui a accepté la désignation de l'ultra-flamingant Karel Vinck à la tête de la SNCB.

Comme elle sera incapable de soutenir financièrement son réseau lorsque la régionalisation de la SNCB se présentera, la Wallonie doit dès maintenant se tourner vers la France pour intégrer son réseau ferroviaire à celui de la SNCF et créer ainsi de nouvelles synergies porteuses d'avenir.

Un nouveau coup bas de Charles Michel.

En dépensant 130.000 EUR sous forme de chèques-lecture wallons (sic) pour promouvoir la culture flamande en Wallonie, Charles Michel contredit Pierre Hazette déclarant qu'il faut privilégier la connaissance de la langue maternelle dans nos écoles (Un article du Tijd daté du 13.12.2003 a félicité le fils de Louis Michel pour ce bel esprit de collaboration...).

La servilité de Charles Michel (PRL-FDF) et du gouvernement wallon à l'égard de la Flandre ne connaît plus de bornes. Ceci confirme que Jean-Claude Van Cauwenberghe est un jobard lorsqu'il prétend rejeter tout néo-belgicisme.

Ceci montre aussi la naïveté (vraie ou feinte) de ceux qui exigent « l'extermination » de la Communauté française et le transfert des compétences actuelles à la Région wallonne.

Le RWF répète son point de vue : ni la Communauté française ni la Région wallonne ne sont capables de promouvoir la langue et la culture françaises en Wallonie.

La seule solution rationnelle pour y parvenir consiste à accélérer l'immersion de la Wallonie dans la République française.

Vers la Blocherisation de la Flandre...

Le sondage publié ce 5 mars 2004 confirme les analyses constantes du RWF. La montée en puissance du Vlaams Blok et, d'une manière générale, du nationalisme flamand constitue une donnée irréversible du paysage politique. Tous les partis flamands sont contaminés par le virus séparatiste. Le CD&V, l'ancien parti du Roi, est désormais allié au parti indépendantiste et républicain N-VA. Et Spirit donne le ton au SP-A en matière institutionnelle. Le VLD est tétanisé par le Vlaams Blok. Le populisme triomphe également en Flandre, où se prépare un phénomène de « blocherisation » semblable à celui qui touche la Suisse alémanique : en avant toute vers la « Blokerisation »...

Le blocage possible des institutions bruxelloises par le Vlaams Blok n'est que le résultat de l'esprit de capitulation qui caractérise la classe politique bruxelloise devant les exigences flamandes. Le drame de Bruxelles est d'avoir perdu le bouclier que représentait autrefois le FDF : l'alignement de celui-ci sur la ligne molle et néo-belgicaine du MR est une catastrophe politique pour Bruxelles. Les positionnements purement alimentaires du FDF ne tromperont plus longtemps. Le RWF et sa section bruxelloise RBF estiment qu'il sera

désormais impossible de défendre simultanément Bruxelles et la Belgique : Bruxelles devra choisir clairement et plus vite qu'on ne le pense entre le protectorat belgo-flamand et un destin commun avec la Wallonie et la France.

Quant aux partis officiels wallons, ils continuent de se mettre la tête dans le sable et refusent de voir la vérité en face : la dislocation de l'Etat est en marche. Ils mentent à leur électorat et espèrent le distraire par le cirque médiatique organisé autour des procès voyeuristes (Cools, Dutroux), autour d'une classe politique qui se met elle-même en scène, et autour des faits et gestes insignifiants des onze héritiers du trône...

Le RWF avertit sans relâche la population wallonne : il n'y a plus aucun avenir pour elle dans un cadre belge de plus en plus vermoulu. Le seul avenir réaliste pour la Wallonie et Bruxelles, c'est celui qui se constituera avec la République française.

Népotisme éclairé.

La crise économique qui continue à sévir en Wallonie, quoi qu'en dise le Ministre-Président Jean-Claude Van Coué (adepte de la méthode du même nom) a contraint les partis traditionnels à se substituer aux agences locales de l'emploi.

Grâce au népotisme éclairé du MR, du CDH et du PS, plusieurs jeunes Wallons échapperont ainsi aux affres du chômage dans les prochaines années. Voici une liste, c'est le cas de le dire !, non exhaustive : Wathelet junior, Van Cauwenberghe junior, Mathot junior, Daerden junior, Ducarme junior (bis), Michel junior (bis), Duquesne junior, Kubla junior et, dernier en date, Collignon junior !

L'Ancien Régime, un programme d'avenir (jusqu'à la prochaine Révolution) !

Monsieur HASQUIN, vous devez démissionner !

Aidé par des médias belgicains et quasi révisionnistes, le Ministre Président de la Communauté Française a essayé de porter atteinte à la mémoire et à la dignité du peuple wallon, du mouvement wallon, de la résistance wallonne. Chose grave pour un historien, il a aussi déformé la vérité. A partir des contacts que Georges Thone, un imprimeur libéral liégeois avait eus avec Vichy, H. Hasquin veut faire croire que le mouvement wallon et les réunionnistes en particulier auraient été compromis avec la collaboration. Rien n'est plus faux. D'abord ces contacts furent avant tout destinés à aider des Wallons réfugiés en France. Considérés a posteriori, ils furent inutiles sur le plan politique. Après coup, il est possible d'en faire grief à Thone, tout en sachant bien que le gouvernement américain, un Henri Fresnay, un François Mitterrand eurent aussi des « contacts », et même davantage. Ce qui est certain, c'est que Thone n'a pas agi au nom du mouvement wallon. Et surtout, Thone ne fut jamais un collaborateur, il ne porta jamais l'uniforme, il n'alla pas serrer la main d'Hitler en Bavière comme le fit le Roi Léopold III...

Et puis, et ceci est remarquable, Thone resta toujours proche des grands résistants et démocrates que furent des personnalités aussi incontestables que Marcel Thiry, Albert Henry, Jean Rey ou Joseph Merlot.

Un objectif : salir

M. Hasquin a tout simplement voulu jeter une boule puante contre le mouvement wallon. Son but a été de dénigrer les autonomistes et les réunionnistes, tous confondus. Il s'est mis en tête de nous faire passer pour des collabos et des séparatistes.

Voilà un « historien » qui a la mémoire courte. Car M. Hasquin oublie de préciser que depuis longtemps les séparatistes qui détruisent l'Etat belge siègent à la rue de la Loi, au Gouvernement fédéral. Et il oublie de rappeler

que, dès 1936, la Belgique officielle des Spaak, de Man, Van Overstraeten, et autres Léopold de SaxeCobourg optèrent pour la rupture de l'accord militaire avec Paris et choisirent la neutralité, c'est-à-dire la complaisance à l'égard de Berlin.

La légitimité de la Communauté Française amoindrie

Dans cette affaire, il faut relever le silence inquiétant du Parti Socialiste et du MR : pourquoi se sont-ils tus devant l'agression de M. Hasquin, alors que beaucoup d'entre eux furent dans les rangs de la résistance et du mouvement wallon à cette époque ? Au moins le RWF a-t-il sauvé l'honneur en réagissant promptement et vigoureusement, par voie de presse et par une conférence-débat organisée à Ath avec Wallonie Libre et Toudi.

A cette occasion le RWF a observé que M. Hasquin avait disqualifié la Communauté française qui émane en majorité de la Wallonie. Après cet incident, il est clair que la Communauté aura de moins en moins le droit de parler au nom de la Wallonie. Hasquin devrait donc démissionner et rejoindre ses « amis » Ducarme et Fournaux afin de méditer ensemble sur les dangers de l'arrogance en politique.

Tout cela n'est pas innocent. Les médias qui ont aidé M. Hasquin dans son odieuse campagne contre le mouvement wallon sont curieusement à la tête d'une autre campagne, néomonarchiste, en faveur de la réhabilitation progressive de Léopold III et de Liliane. Et ce sont ces mêmes médias qui orchestrent en permanence la prosternation mentale du public francophone devant les onze (oui, il y en a onze !) héritiers du trône d'Albert II.

Le révisionnisme est à l'oeuvre parce qu'il faut rameuter les Wallons autour du trio sacré « Belgique-Bruxelles-Royaume ». Le but de la manoeuvre est lumineusement clair : la nomenclature belgiciste francophone est au bord de la panique, car le nationalisme flamand grandit tous les jours. Alors il faut désigner l'ennemi mortel : les séparatistes wallons et à travers eux la France. Pour faire plier la Wallonie, pour lui faire accepter le protectorat, on lui

conseille de faire confiance à nos bons Princes qui serviront de boucliers contre toutes les aventures. Et on lui fait croire que le mouvement wallon ne vaut pas mieux que le mouvement flamand, alors que celui-ci a ouvertement et massivement collaboré.

Le MR paie sa dîme

La Belgique officielle ne supporte pas que le mouvement wallon (contrairement à la Flandre, la Slovaquie ou la Croatie) n'ait jamais succombé aux sirènes de l'extrême droite et du nationalisme. C'est notre honneur. Hasquin a jeté un crachat à la figure du peuple wallon. Il a ainsi payé (et le MR avec lui) sa dîme au régime belgoflamand, à la monarchie, à la vieille droite haineusement antifrançaise. Triste fin de carrière pour un futur exMinistre, pour quelqu'un qui aura été le plus médiocre MinistrePrésident d'une Communauté française à l'image de l'Etat belge, dont elle n'est que le résidu, produit comme elle d'un clonage irresponsable et non viable.

Mais ceci ne nous empêchera pas, ainsi que les autres composantes du mouvement wallon, d'exiger justice et réparation, justice et réparation pour les milliers de résistants et de résistantes de Wallonie, issus de toutes les catégories de son peuple, qui ont su faire le bon choix, quand il le fallait.

Oui, le premier acte de justice et de réparation serait la démission du sieur Hasquin.

Le Coq Déchaîné

o o o o o

Nouveau site internet du RWF !

Visitez notre nouveau site à l'adresse <http://www.rwf.be>

Vous y retrouverez tous nos communiqués et actions, ainsi que l'agenda des réunions (n'oubliez pas de nous le donner !).

Jean-Claude choisit la Belgique !

Par Pierre-René Mélon.

Dans son livre Choisir la Wallonie (éd. Luc Pire), Jean-Claude Van Cauwenberghe, ministre-président de Wallonie, consacre une dizaine de pages au projet réunioniste. Avouons-le d'emblée : nous sommes ravis ! Compère Jean-Claude est magistral dans le rôle de la grenouille qui veut se faire aussi grosse que le bœuf et il excelle dans l'art de prendre des vessies wallonnes pour des lanternes françaises.

Sur la porte fermée de notre indifférence, l'auteur marque son choix d'une triple zébrure : non au néo-belgicisme ! non au confédéralisme ! non au rattachisme ! Bigre.

En quelques pages supposées décisives, l'auteur se livre à des exercices d'acrobatie mentale au bout desquels il prétend faire admettre à ses lecteurs qu'il lui sera possible (sans révéler la localisation des nappes de pétrole cachées dans le sol wallon) d'assurer l'autonomie financière de la Wallonie dans le cadre d'une Belgique en voie d'éclatement, tout en cultivant une fraternité défiant envers Bruxelles et une amitié distante avec Paris. Seule Flandre trouve grâce aux yeux du Ministre-Président, sans doute parce qu'il a grand besoin de ses « compatriotes » pour financer au moins partiellement son rêve autonomiste... Comme le coq Chanteclerc, Van Cau croit qu'il lui suffit d'ouvrir le bec pour faire lever le soleil.

On l'aura compris, contrairement à ce que laisse supposer le titre de son ouvrage, Van Cau ne choisit pas la Wallonie, **il choisit de laisser faire la Belgique**, c'est-à-dire la Flandre. En somme, le royaume actuel convient assez bien à ses ambitions provinciales : une monarchie débonnaire qui tutoie les damnés de la terre et chapeaute une bourgeoisie reconnaissante, dans une société sous-régionale anesthésiée par les anxiolytiques des subsides publics. Jean-Claude Ier est sans doute l'un des derniers avatars du conservatisme bourgeois à la belge : contentement imbécile de soi : « ma mère française descendait en ligne indirecte du Maréchal Ney » (qui passa sans état d'âme de Napoléon à Louis XVIII...), satisfaction atavique de l'état de sa pensée : « Je réfute totalement l'analyse que fait Gendebien de l'évolution fédérale et des conséquences de la régionalisation sur le développement wallon » et confiance aveugle en la bonne marche spontanée de ses petites affaires : « la réalité du

redressement wallon (sic) porté par une population qui a repris confiance dans sa capacité à assumer et assurer son avenir (resic) ».

Indigence intellectuelle

Notre représentant de commerce a beau exhiber le contenu de sa valisette politique, sa Wallonie ressemble décidément à un produit blanc de la Belgique, à une espèce de petite France dégriffée, made in dignity.

Son « argumentaire » pro domo est d'une indigence intellectuelle qui laisse pantois : en fait, une nouvelle resucée des inlassables préventions anti-françaises qui servent d'**expédient intellectuel** aux néo-Belgicains, fussent-ils d'obédience régionaliste. Elles ne méritent que le sourire ou le dédain. Qu'on en juge plutôt. Les arguments économiques du RWF sont balayés en trois phrases (dont l'une censée ironique sur la variété des viandes françaises et le prix modique des voitures...); les évidences culturelles sont ramenées à la défense de la wallonitude de Simenon et Grevisse... (ah, s'ils pouvaient répondre !) ; quant à notre projet politique, il se voit réduit à un « parfait réquisitoire contre l'Etat belge... unitaire » dont l'actualité s'est éteinte en 1980 voire... en 1830, car liée nostalgiquement à la perte du marché français ! Authentique. Quand nous évoquons une philosophie du service public, le sens de l'Etat, un système politique débarrassé de la partitocratie, le Premier wallon se gratte la tête, se demande de quoi on parle et y cherche en vain une critique de la situation actuelle de la Wallonie.

Il y a plus grave. A en croire Van Cau, les réunionistes font peser sur la Wallonie la terrible menace d'une dilution, d'une disparition pure et simple dans la France! Horrible perspective! Personne n'a-t-il remarqué que depuis plusieurs siècles, la Bourgogne est dépecée par l'oppression française, que la Provence est hachée menu par les barbares de langue d'oïl, que l'Alsace trébuche sous le fouet parisien ! Van Cau nous met en garde : impossible d'être à la fois Wallon et Français, car aussitôt réunie à la France, la Wallonie inscrira son nom en lettres de sang dans le martyrologe des régions françaises assassinées par la République ! Ces propos débiles, ressassés jusqu'à la nausée, **constituent une insulte permanente à la République française** dont le grand homme prétend par ailleurs cultiver l'amitié... Ces sottises qui dispensent de réfléchir ont sans doute une explication très prosaïque : Van Cau identifie la Wallonie à ses mandats politiques ; que l'une s'incorpore à la France et les autres disparaissent. Rendez-vous compte : plus de Ministre-

Président, plus de cabinets pléthoriques, plus de prébendes à distribuer, plus de féodalité lucrative ! Ah les remparts de Binche ! Oh la Grand-Place d'Ath !... La présence d'un « préfet de Région dépendant de Paris » (on suppose que c'est affreux) donne des sueurs anticipées à notre hobereau carolo.

Entamé dans la médiocrité, le chapitre finit dans **l'insulte**. L'auteur s'en prend en effet au fondateur du RWF accusé de mépriser les Wallons et leurs dirigeants pour les motifs qu'il juge ces derniers « incapables de bâtir seuls quelque chose de respectable », qu'il dénonce à juste titre « l'esprit de soumission de l'élite wallonne » et « le régionalisme de sauvegarde »; Van Cau souligne aussi la lâcheté supposée dudit malfaisant personnage, lequel serait allé se planquer confortablement à Paris pour « représenter des années durant la Wallonie » (il faudrait expliquer à notre édile la différence entre la Région wallonne et la Communauté française...). Le fond de l'abjection est atteint quand l'auteur, visiblement à bout de d'arguments, avance la menace d'une action en justice au motif de racisme anti-wallon. Il faut citer cette perle en entier : « De telles théories sur l'incapacité des Wallons à accéder au statut de peuple ne relèveraient-elles pas de la loi Moureaux, si ces derniers avaient eu la peau noire ? » (p. 173).

Exercices de musculation

Fin politique, démocrate éclairé, le locataire de l'Elysette accuse tout bonnement le RWF de détournement d'électeurs, les « quelques dizaines de milliers de voix perdues, des voix et des forces qui seraient utiles à leur Région ». Méchants, va !

En lisant Jean-Claude Van Cauwenberghe, nous avons quelquefois songé à un **autre Jean-Claude** (Van Damme), auquel le Ministre-Président se rattache par bien des traits. Il doit en effet y avoir un syndrome du Jean-Claude-Van : une propension compulsive aux exercices de musculation, soutenue par une pensée « aware ».

Le doute n'est plus possible : en République populaire de Wallonie, les rattachistes seraient certainement destinés à l'asile psychiatrique (pour parasitisme politique) ou déportés au goulag (pour atteinte à la Sûreté de Namur).

Passons donc notre chemin et rangeons les Pensées de Jean-Claude à la place qui leur revient : au fond du potager, dans la cabane à outils. Avec les nains de jardin.

LES PARTIS TRADITIONNELS FONT LE JEU DU VLAAMS BLOK

Il y a quelques années, avec la lourdeur brutale qui le caractérise, Louis Michel avait déclaré au Soir : « Il est temps de nous débarrasser des petites listes qui nous empestent. » Pourquoi Louis Michel ce donneur de leçons de morale universellement compétent n'aime-t-il pas les nouveaux partis tels que le RWF ? Réponse : il n'aime pas les idées. Il n'aime pas la démocratie. Il n'aime pas la solution que nous proposons à la dislocation de l'Etat belge. Il croit que son pouvoir personnel et ses privilèges seraient menacés si la Belgique s'évaporait (ici, il faut reconnaître qu'il n'a pas tort). Ce qui est certain, c'est que les partis traditionnels ont donné un nouveau coup de poignard à la démocratie en modifiant à nouveau la loi électorale (seuil des 5% et suppléance). Dans La Libre du 19.12.2003, Paul-Henry Gendebien, le Président du RWF, a livré son opinion sur cette évolution inquiétante du régime belge :

Cela devient une habitude malsaine : à l'avant-veille de chaque scrutin, la majorité gouvernementale modifie la loi électorale. Avec l'appui empressé du CDH, la coalition PS-MR-VLD-SP-A imposera un seuil de 5% des voix aux élections régionales du 13 juin 2004. En dessous de ce seuil, les voix seront perdues et tous les sièges seront dévolus aux «grandes» formations et à elles seules. En outre, le système de la suppléance sera rétabli, ce qui aura pour effet de berner à nouveau l'électeur. Car il permettra aux ministres et aux président(e)s faiseurs de voix de récolter des suffrages de notoriété et de se désister impunément le lendemain au profit de candidats suppléants préalablement désignés par la participatie et non par le peuple.

Il est clair que ces manipulations constitueront un nouveau mauvais coup à la démocratie.

Hypocrisie des partis traditionnels

L'objectif des partis de pouvoir est inavoué : il s'agit d' « encadrer » encore mieux l'opinion publique et de cadénasser la libre expression des courants d'opinion minoritaires ou « non conformes » et donc de contrarier l'apparition de mouvements politiques émergents. **Non sans hypocrisie, on prétend combattre l'extrême droite, alors qu'en 2003 encore le**

Vlaams Blok et le FN auront reçu plus de cent millions (d'anciens FB) de subventions publiques et que rien aujourd'hui ne permet d'affirmer qu'ils en seront privés en 2004. On feint de viser le Blok et le FN, mais c'est trop tard ! Le premier atteint 20 % des votes en Flandre et le second dépasse les 5 % en Wallonie (13 % à Charleroi !).

Les partis officiels se rabattent ensuite sur un autre prétexte parfaitement misérable : la nécessité de lutter contre l'émiettement du paysage politique. Question : quelle est la limite finale et idéale quant à la réduction du nombre de partis et au nom de quel critère ? S'agirait-il du parti unique ? Au fait, le vrai problème, en Flandre, n'est-il pas l'absence de tout grand parti vraiment dominant, dès lors que chacune des quatre principales formations oscille entre 20 et 25 %, avec la menace de voir le Vlaams Blok accéder au premier rang dans les toutes prochaines années ?

Il faut bien en convenir : imposer un seuil électoral de 5 % sans prévoir un deuxième tour et donc des regroupements entre les deux tours, c'est diminuer la représentativité des assemblées et c'est prendre le risque de provoquer une partie de l'électorat.

L'intention réelle des libéraux et des socialistes est de contraindre le parti Groen !, la N-VA, Vivant et le CDF à se saborder en concluant des cartels avec les « grands ». C'est une erreur tactique. Surtout du côté flamand.

En éliminant les petites formations, les « grands » partis se privent des partenaires potentiels qui auraient pu faire l'appoint, à un coût politique peu élevé, pour constituer une majorité au Parlement flamand. Car le VLD et le SP-A n'en disposeront peut-être plus au mois de juin. Qui leur apportera le complément nécessaire ? Ayant scié les petites branches sur lesquelles ils sont assis, ne seront-ils pas obligés de négocier l'entrée du CD&V ? Et ceci non seulement au gouvernement flamand mais aussi au fédéral ! Le CD&V - qui n'est pas un parti d'enfants de chœur - exigera de revenir au pouvoir aux deux niveaux. De surcroît, il imposera un cahier des charges en termes « d'avancées » autonomistes flamandes.

Attendons-nous dès lors à une secousse politique de belle magnitude après le scrutin régional : le couple violet se disloquerait au profit d'un concubinage triangulaire et inconfortable avec les sociaux-chrétiens. Ce serait une conséquence indirecte et surprenante de l'introduction de la barre des 5 %.

Une faute politique

La boulimie électorale des partis « pouvoiristes » n'est pas seulement une erreur, c'est une faute politique. Chercher à étouffer l'émergence de nouveaux partis démocratiques, c'est se priver d'une soupape nécessaire, c'est augmenter le malaise de l'opinion et la méfiance à l'égard du « système ». Surtout, c'est favoriser la dépolitisation et l'abaissement de l'esprit public, et donc l'abstentionnisme ou le vote pour les partis non démocratiques.

Les partis officiels jouent ainsi avec le feu car la démocratie parlementaire en sort perdante. Par des manoeuvres à courte vue et peu élégantes, on fait le jeu du Vlaams Blok et du FN.

Déjà le CDF et Vivant ont décidé de baisser les bras. Le RWF tiendra bon aussi longtemps qu'il le peut et se présentera aux régionales et aux européennes.

Il faut dénoncer la censure opérée par les « grands » partis qui s'en prennent ainsi aux électeurs soucieux de voter « autrement », à tort ou à raison. Car si ces électeurs n'ont pas suffisamment d'alternatives démocratiques, un certain nombre d'entre eux se vengeront. Soit en s'abstenant, soit en émettant un « vote de punition » en faveur de l'extrême droite, même s'ils sont loin de partager son idéologie. L'envie de faire mal est irrationnelle et c'est pourquoi il faut s'attendre à ce que des milliers de francophones bruxellois votent pour le Vlaams Blok en juin (à propos, Guy Verhofstadt avait annoncé qu'il le ferait reculer...).

Complicité objective avec l'extrême droite

Les partis traditionnels sont-ils inconscients ? Leur volonté de puissance est en train de faire le lit des ennemis de la démocratie. Sans doute ne le désirent-ils pas (à moins que... car on sait que François Mitterrand a tout fait pour favoriser Le Pen au détriment de la droite modérée). Mais ils en sont objectivement complices ! Et les gémissements vertueux de Louis Michel et d'Elio Di Rupo, au soir du prochain dimanche noir, ne les disculperont pas. Ils auront contribué une fois encore au délabrement de notre pauvre démocratie déjà bien malade. Il est urgent d'empêcher les partis traditionnels (qui s'autoproclament démocratiques) de devenir à leur tour, dans une certaine mesure, des partis liberticides.

RENOUVELLEMENT DES BUREAUX D'ARRONDISSEMENT

MONS : Président : Yves LEBLANC. Membres : Benoît LEVECQ, Patricia DEHON, Serge HAVET, Wilhem MAESCHALCK, Gérard PICARD, Bernard LENEL.

VERVIERS : Président : Eric HENRARD, Vice-Présidente : Cyndia COLIN. Vice-Président : Hermès HEINEN. Secrétaire : Marcel PIETTE. Trésorier : Claude HENRARD. Membres : José CRUTZE et Georges TOURNAY.

HUY-WAREMME : Président : Marcel DEHALU. Vice-Présidente : Marianne GASPAR. Secrétaire : Adrien LAURANT. Trésorier : Bernard DELATTE. Relations avec la presse : Claude HENROT.

SOIGNIES : Président : Max HASSELIN. Vice-Président : Guy PIERARD. Secrétaire : Eric PLETINCKX. Trésorier : Michel MAURAGE.

THUIN : Président : Willy SAINTENOY. Vice-Présidente : Claudine BOURGEOIS. Secrétaire : Thierry DERBAUDRENGHIEN. Trésorier : Rudy ROGER. Propagande : Freddy BOUDART.

NAMUR : Présidente : Jeannine HOLSBECKS. Vice-Présidents : Christophe HAINE et Michel MARTENS. Secrétaire : Cédric ISTASSE. Trésorier : José ADAM. Responsable de Dinant-Philippeville : José ADAM.

Par ailleurs, le Bureau Exécutif du RWF a pris acte de la démission de M. **André LIBERT**, militant de Fontaine-L'Evêque, mécontent de ne pas avoir été désigné comme tête de liste pour l'élection régionale dans l'Arrondissement de Charleroi. Le Bureau a regretté qu'une ambition personnelle déplacée prenne le pas sur l'idéal politique et sur les valeurs qui sont à la base du projet du RWF.

○○○○○○

Le RWF a rendu hommage, par la voix de Paul-Henry Gendebien (voir le journal *La Meuse* du 11.12.2003), à la mémoire de Charly TALBOT ancien député Rassemblement Wallon de Liège. Cet ancien syndicaliste sidérurgiste, fidèle au mouvement wallon, s'était affilié au RWF. Retiré à Vielsalm, dont il était originaire, Charles Talbot était resté en contact étroit avec notre président. Nos sincères condoléances vont à son épouse, Madame Leona JACQUEMOTTE et à Madame Rita TALBOT, sa soeur, qui ont toutes deux accepté d'être candidates sur nos listes en 2003 et en 2004. Signalons aussi qu'une notice est consacrée à Charly TALBOT dans *l'Encyclopédie du Mouvement Wallon*.

La Constitution française prévoit le referendum

Contrairement à l'Etat belge, la République française prévoit le referendum. Notamment lorsque de nouvelles populations sont appelées à rejoindre le territoire national...A cet égard, le site Vox latina publie le point de vue de SBJ. En voici de larges extraits.

« ...Le referendum (ou « plébiscite ») est bien connu en droit public français. C'est ainsi qu'il est implicitement consacré par les articles 27 § 2 de la Constitution de la IV^e République et par l'article 53 de la Constitution de la V^eme. Selon celle-ci, « Nulle cession, nul échange, nulle adjonction de territoire n'est valable sans le consentement des populations intéressées. »

Récemment, la France eut l'occasion d'organiser ces referendums ou plébiscites pour les territoires d'outre-mer. C'est ainsi que fut notamment organisé le 22 décembre 1975 dans les Comores un referendum qui – réserve faite de l'île de Mayotte qui a manifesté sa volonté de rester française (loi du 24 décembre 1976 entérinant le referendum de Mayotte du 8 février 1976) – a consacré l'accession de l'archipel à l'indépendance par 154.184 voix contre 8.553. Des procédures identiques furent appliquées pour la Cochinchine par la loi du 14 mars 1949 et pour les Etablissements français en Inde, à l'exception de Pondichéry. Elles furent encore appliquées en dernier lieu pour Djibouti (8 mai 1977) et en Nouvelle-Calédonie.

Mais surtout, le referendum fut traditionnellement mis en œuvre par la France pour l'extension de son territoire métropolitain. Pour nous limiter à l'époque contemporaine, on citera le cas des villes de Tende et de la Brigue (département 06 – Alpes Maritimes) qui, à l'issue d'un référendum organisé en 1947, conformément à l'article 2 du traité signé avec l'Italie le 12 octobre 1946 et à l'article 27, § 2 de la Constitution de la IV^e République, choisirent par 2.603 voix contre 218 de devenir françaises plutôt qu'italiennes. Plus anciennement, et plus symboliquement encore peut-être, les plébiscites organisés (en application du traité de Turin du 24 mars 1860) respectivement les 15-16 avril 1860 pour la Savoie et les 22-23 avril pour Nice consacrèrent le rattachement à la France de la Savoie par 130.533 voix contre 235 et celui de Nice par 25.743 voix contre 160.

Quoi de plus démocratique, de plus conforme à l'esprit démocratique de la France et de l'Union européenne, qu'une telle procédure fondée sur la volonté de la majorité des populations concernées ? Et quoi de plus logique, pour tuer toute contestation, que de l'appliquer pour décider de l'avenir de l'actuelle région de Bruxelles-capitale (19 communes officiellement « bilingues » mais peuplées à 90 % de francophones) et de diverses communes, officiellement « flamandes » mais habitées majoritairement par des francophones (Biévène, Crainhem, Drogenbos, Espierres, Fourons, Linkebeek, Renaix, Rhode-Saint-Genèse, Wemmel, Wezembeek-Oppem, etc.) ? La France, et l'Europe, avant toute reconnaissance de la Flandre comme Etat souverain, pourront l'exiger au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ».

